

**QUATRIEME CONFERENCE PERIODIQUE
DES PDG DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – OUVERTURE**

Banque Centrale de Tunisie, le 24 septembre 2010

M. Mohammed Ghannouchi, Premier ministre, a ouvert 24 septembre 2010, vendredi, à Tunis, les travaux de la quatrième conférence périodique des PDG des établissements de crédit qui se tient sous le haut patronage du Chef de l'Etat (24 - 25 septembre 2010).

M. Ghannouchi a indiqué que l'objectif de cette conférence, organisée sur instruction du Chef de l'Etat, est d'approfondir la réflexion sur les moyens à même de consolider la contribution du secteur au processus de développement du pays.

Il a transmis, à cette occasion, aux responsables du secteur bancaire, la considération du Président de la République pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer en vue d'appuyer le processus de développement du pays.

M.Ghannouchi a évoqué, particulièrement, les efforts fournis, au cours de la dernière période laquelle a été marquée par les difficultés générées par la crise mondiale et par ses effets pervers qui ont touché les économies les plus solides.

Il a relevé que la Tunisie est parvenue à dépasser la crise, à préserver sa dynamique de développement et à améliorer ses équilibres financiers, grâce aux décisions prises en temps opportun en vue d'aider les entreprises à contenir les incidences de cette crise.

Dans ce contexte, il a mis l'accent sur les initiatives prises aux fins d'accélérer le rythme des investissements publics, d'accompagner le démarrage des grands projets économiques, et d'adopter une nouvelle génération de réformes cohérentes.

Le Premier ministre a ajouté que ces résultats constituent à la fois un motif de fierté et un stimulant pour aller de l'avant sur la voie de la réalisation de meilleurs résultats et des objectifs escomptés.

Il a, par ailleurs, rappelé que le secteur bancaire a réussi à améliorer son classement dans le dernier rapport du Forum économique de Davos, grâce à sa contribution significative à l'économie nationale au cours de l'année 2009.

Ainsi, la valeur des concours à l'économie a atteint 10,2% en 2009 et 12% au cours des 7 premiers mois 2010, tandis que le montant des crédits dédiés au financement des projets s'est élevé à 7 milliards de dinars, dont une bonne partie a bénéficié aux zones de développement régional.

Le Premier ministre a fait remarquer que ce bon rendement du secteur, développé de manière exhaustive dans le dernier rapport de la BCT, ne s'est pas fait aux dépens des équilibres financiers des banques, mais a plutôt contribué à l'amélioration de leurs assises financières:

"L'année 2009, a-t-il dit, a été caractérisée par le traitement dynamique des créances classées, dont la part dans le total des engagements est revenue de 15,5% à 13,2% alors que le ratio de couverture de ces créances s'est, également, inscrit en amélioration de 1,5% pour s'élever à 58% au terme du même exercice.

Il a affirmé que l'existence d'un secteur bancaire fort et crédible capable d'aider les entreprises et d'appuyer le processus de développement du pays, constitue un acquis pour la Tunisie et une plate-forme pour la réalisation des aspirations nationales.

Le Premier ministre a souligné que ces acquis ne doivent pas occulter les défis à relever dont en premier lieu celui de l'emploi qui constitue une priorité absolue du programme présidentiel. Il a indiqué que le nombre des demandes additionnelles d'emploi demeure élevé tant il est estimé à environ 82 mille par an.

Il a précisé que si la Tunisie est parvenue à réduire le taux de chômage, lequel est passé de 15 à 13,3%, il n'en demeure pas moins que de plus grands efforts devront être déployés afin de baisser ce taux et, surtout, de renforcer l'employabilité des diplômés du supérieur qui représenteront, à l'horizon 2014, 70% des demandes additionnelles d'emploi.

Il a rappelé que la réalisation des objectifs fixés dans le cadre du programme présidentiel «Ensemble: relevons les défis», reste tributaire d'une reprise du taux de croissance pour consolider la capacité de création d'emploi; Celle-ci, a-t-il dit, nécessite le renforcement des filières et spécialités scientifiques et technologiques, l'adaptation de l'enseignement aux normes internationales et la consolidation des investissements dans les secteurs à haute valeur technologique.

M. Ghannouchi a ajouté que cette approche concerne les secteurs traditionnels dont la part dans l'économie du pays demeure importante. Il s'agit, d'améliorer leur valeur ajoutée et de promouvoir, parallèlement, les créneaux porteurs devant employer des compétences de haut niveau, à l'instar de la santé, la finance, les activités liées au transport international et les services d'outsourcing.

Il a déclaré, à ce sujet, qu'une étude a été effectuée pour mettre en exergue les avantages compétitifs en la matière et insisté sur le rôle que peut jouer le secteur bancaire aux fins de réaliser cet objectif, d'améliorer la compétitivité de l'économie, d'accompagner les entreprises et de consolider le rayonnement de la Tunisie sur le plan régional.

Il a précisé que la nouvelle approche adoptée en matière de financement de projets, n'est plus liée à la capacité financière du promoteur, mais à la qualité et viabilité du projet, à l'évaluation de ses spécificités et à la capacité des compétences à assumer la responsabilité de sa réalisation et à mettre en oeuvre les objectifs qui lui sont assignés.

Le Premier ministre s'est déclaré satisfait de l'adhésion du secteur bancaire à cette nouvelle approche, précisant que les établissements de crédit recourent de plus en plus aux bureaux d'études et à leurs propres départements d'étude de projets, dont la mission transcende, désormais, le stade de la simple mobilisation des ressources et l'octroi de crédit à celui de l'assistance et de l'accompagnement, l'ultime but étant de garantir la réussite du projet.

Il a relevé la nécessité, dans l'avenir, à aider l'entreprise à améliorer son rendement, à accroître sa productivité et compétitivité, à développer son employabilité, à accéder à de nouveaux marchés et à oser investir dans de nouveaux créneaux innovants et à haute valeur ajoutée.

Le Premier ministre a indiqué que le 12ème plan de développement 2010-2014, constitue un outil pour la concrétisation du programme présidentiel pour la période 2009-2014, notamment, en ce qui concerne le renforcement des activités à haut contenu de savoir, en vue de hisser leur contribution au PIB de 25% actuellement à 30% à la fin du quinquennat.

Il s'agit, aussi, de relever le niveau des exportations à haut contenu technologique pour atteindre 50% des exportations globales de marchandises à l'horizon 2016, contre 25% en 2009, ce qui est de nature à impulser l'investissement et les créations d'emploi ainsi qu'à renforcer la résilience de l'économie face aux éventuels soubresauts extérieurs.

M. Ghannouchi a appelé à conjuguer les efforts de toutes les parties, en vue d'améliorer les services du secteur bancaire, à travers l'approfondissement des réformes. Il importe, aussi, de compter de plus en plus sur des ressources humaines compétentes, de s'inspirer des expériences des pays développés et d'attirer davantage d'investissements directs étrangers, en vue de renforcer la capacité de l'économie à s'intégrer à l'économie mondiale.

La Tunisie n'est parvenue à ce résultat que grâce à la politique sage et clairvoyante adoptée par le Chef de l'Etat, en vue d'atteindre un consensus national sur toutes les politiques adoptées, encourager l'émulation pour la concrétisation des objectifs tracés et prendre conscience de tous les défis posés, de manière à renforcer la rayonnement de la Tunisie et sa crédibilité au plan international.

Il a affirmé le souci d'assurer toutes les conditions de réussite en vue de réaliser davantage de progrès dans les différents domaines, répondre aux aspirations nationales et édifier un avenir meilleur.

M. Taoufik Bacar, gouverneur de la Banque Centrale de la Tunisie (BCT) a souligné de son côté, que cette conférence constitue un rendez-vous important pour discuter des différentes questions qui se posent sur la scène financière et économique et approfondir l'examen du rendement du secteur qui a pu, selon le rapport du Forum de Davos, améliorer sa position, pour progresser de la 87ème à la 58ème position, avançant ainsi de 29 places.

Il a exprimé, également, la considération des employés du secteur bancaire pour l'intérêt continu dont fait l'objet ce secteur de la part du Président de la République et leur fierté pour les réformes successives qui ont permis à cette activité d'occuper une meilleure position en vue de contribuer au processus de développement du pays conformément au Programme présidentiel pour la prochaine étape.